

Mémoire des origines ou pressentiment* d'absence de futur? Le cas du Guatemala en 1992

Henry Edme

Au Guatemala, ce dernier demi-millénaire de l'histoire universelle aura été encadré par deux terribles épisodes d'inhumanité à visage humain qui se sont chacun donné explicitement pour tâche de soumettre un espace et sa population mais par l'exclusion et la violence décrétées à priori, c'est-à-dire au nom d'une volonté jamais totalement masquée d'*apartheid*. Le premier de ces épisodes —la *Conquista* espagnole— aura mis cent ans à produire ses effets, immédiats ou différés, conscients ou moins concertés, en contribuant entre 1524 et 1620 à faire disparaître 80% du *stock* démographique indigène et à séparer radicalement pour cinq siècles la "république des Espagnols" des multiples réductions indigènes, misérables "républiques d'indiens fractionnées, enclavées, exploitées et, somme toute, finalement désethnisées". Le second de ces épisodes —la *Reconquista* militaro-oligarchique qui se prolonge de 1954 à nos jours et culmine dans l'horreur entre 1978 et 1982— fait disparaître ou contraint à l'exil ou à l'exode un million de ruraux et raye de la carte plus de quatre cents villages¹ indiens ou *ladinos*².

De la première de ces horreurs historiques la mémoire se garde grâce au témoignage contemporain de Bartolomé de las Casas et aux travaux de l'école de démographie historique de Berkeley. De la seconde les historiens guatémaltèques ne disent encore rien et la censure qui pèse sur le pays depuis lors aurait été sans doute totalement efficace sans le témoignage d'une victime, aujourd'hui prix Nobel, et les analyses critiques parues sous la signature de divers observateurs étrangers, en particulier nord-américains.³ D'entrée on le soupçonne donc bien: au Guatemala peut-être plus qu'ailleurs la mémoire est un enjeu sanctionné par la distribution de la mort violente, individuelle ou massive, et par le risque permanent d'effacement de la conscience de soi. Depuis cinq cents ans est ici à l'oeuvre une volonté sans cesse renaissante d'extirper, de tronquer ou de

mystifier la mémoire: vers 1550 en pourchassant les survivances peintes ou écrites de la mémoire indigène (seuls parmi les indo-américains les Mayas possédaient une véritable écriture); de 1953 à 1992 en bannissant de la presse écrite ou parlée toute référence objective au processus en cours de reprise en main militaro-policrière du pays par l'élite financière-exportatrice et par la haute bureaucratie militaire. La seule mémoire autorisée aura donc été ici une Mémoire Officielle, mystifiante donc mystifiée, dont il nous importe maintenant d'apprécier les formes et de mesurer les enjeux dont nous comprendrons assez vite qu'ils correspondent à une incurable absence de véritable projet historique.

Une mémoire officielle créole, apologético-commémorative, monumentaliste et logomachique

Officiellement, au Guatemala, la Patrie et la Mémoire sont créoles. Depuis quatre cent cinquante ans les historiens du Guatemala sont des créoles. Par exemple cette *Académie de Géographie et d'Histoire du Guatemala* qui, jusqu'à naguère, n'a jamais cherché à atteindre ce public national constitué encore en 1992 de 70% d'analphabètes et dont la peau trop bronzée la préjugait hors de l'histoire du pays, sinon hors de son territoire. Ce que le public créole demandait à l'histoire c'était d'y trouver son autojustification existentielle et, quelquefois, ses prétentions à de problématiques origines aristocratiques (la *Société de Généalogie* était également très sollicitée par ce public). En conséquence la production historiographique traditionnelle était surtout occupée à produire un discours d'autojustification de la prééminence de l'élite dans le pays et à présenter la créolité comme l'unique source possible de civilisation dans un environnement humain jugé, selon les cas, arriéré ou barbare, en tout cas a-historique.

Cette mémoire officielle, médiatisée en direction de ce qui fait ici l'opinion publique (de 20% à 30% de la population constituée en clientèles mésocratiques de l'élite et sans grande capacité d'autonomie culturelle jusqu'en 1992), s'impose donc comme le sens commun de l'histoire nationale guatémaltèque — sans discussion, à l'exception de quelques rares et courageux auteurs depuis 1970⁴. Elle peut donc très tranquillement dénier à priori que les autres composantes (majoritaires) de la population guatémaltèque — en particulier métisses et indiennes — puissent prétendre à une histoire sinon indépendante, du moins autonome et scandée par d'autres rythmes que ceux de l'histoire politique et religieuse officielle.⁵ Pis, elle leur dénie même toute capacité de mémoire autonome concernant la chose publique. Cet *apartheid* de la mémoire dont une lecture de la presse et des manuels scolaires suffit rapidement à convaincre, prolonge jusqu'à nos jours ce que fut ici la pluriséculaire autojustification créole depuis le XVII^e siècle face aux Indiens, à l'Espagne et aux puissances étrangères: "Nous avons fait le Guatemala, nous sommes le Guatemala". Mais, par sa répétitivité obsessionnelle même, cette revendication de *lo nuestro* signale comme un doute sur l'identité nationale créole guatémaltèque et sur la réalité de l'État-Nation qu'elle a construit — ou prétendu construire — depuis cent soixante-dix ans. Comment croire pleinement en effet en la réalité d'une nation qui, presque deux siècles après son indépendance, se révèle toujours incapable d'intégrer entre 60% et 70% de sa population à ses jeux politiques, à son alphabet, à un minimum de niveau de vie? Comment croire à la réalité d'un Etat restreint à sa petite province planétaire et en permanence obligé de suivre les *diktats* des géants étrangers ou apatrides qui induisent le destin de la région — Etats-Unis, firmes transnationales, "main invisible" des lois du marché international?

On comprend donc comment l'histoire mystifiante devient à son tour mémoire mystifiée lorsque, par exemple, elle prétend ne recourir qu'à des méthodes dépassées de l'historiographie mondiale: érudition poussée jusqu'au fétichisme de la republication de documents déjà publiés et travaillés par l'exégèse dans le passé; enfermement de l'activité historiographique dans son environnement institutionnel clos, loin de toute contamination problématique ou méthodologique par les autres sciences sociales — ignorant en particulier jusqu'à une date récente les apports de l'archéologie, de la protohistoire, de l'ethnologie, de l'anthropologie, de la linguistique, de la sociologie, de l'économie, etc. Et ce narcissisme historiographique provincialiste et mesquin — qui n'est pas sans rappeler une certaine historiographie de l'Espagne en sa période franquiste (pour de semblables

raisons, sans doute) — induit évidemment une arrogante méconnaissance des apports créatifs des historiographies étrangères récentes: anglo-saxonnes, germaniques, françaises, latines et slaves. Soudain interpellée par des ouvrages et des problématiques venues d'ailleurs (on ne soulignera jamais assez le rôle positif qu'eut ici, malgré ses limites trop certaines, une certaine anthropologie sociale nord-américaine à partir des années 1940) cette historiographie traditionaliste est soudain saisie de frénésies d'*aggiornamenti* mais, mal assimilés et mal conduits ces efforts aboutissent trop souvent à une interprétation sclérosée et dogmatique des idées venues d'ailleurs (par exemple à propos d'un certain historicisme "marxiste" venu de Cuba ou du Mexique depuis 1960). A l'Université San Carlos de Guatemala, il en est pour se demander si "Fernand Braudel était réellement un matérialiste historique ou, au contraire, un révisionniste"(!)

Ce qui domine donc toujours chez les professionnels de la mémoire guatémaltèque en 1992 ce sont les tenants d'un hispanisme créole et conservateur qui continuent de s'arroger le monopole institutionnel de la gestion de la mémoire nationale, revue et corrigée par leurs soins. Aussi les temps forts qui très logiquement émergent de leur narration du passé sont-ils ceux ou se forment l'identité et le pouvoir créole dans le pays: la "*conquista*", ses capitaines héroïques et ses évangélistes sublimes; la "*independencia*", ses précurseurs et ses organisateurs (ici, peu de martyrs et pas de *libertadores*) et, enveloppant le tout, la "*tradición*" donnée comme respectable, immuable et commune à l'élite dirigeante actuelle, sans considération pour ses origines ethniques réelles, parfois fort éloignées en vérité de la *limpieza de sangre hispánica*.

D'autres mouvements par contre, pourtant non moins importants dans la génétique des caractères du Guatemala contemporain, apparaissent peu dans cette mémoire créole du pays: par exemple les éventuelles ruptures et/ou continuités entre les héritages précolombiens et les cultures populaires, rurales et urbaines, du XVII^e au XIX^e siècle; par exemple le moment crucial de l'entrée en modernité du Guatemala sous la tutelle d'un capitalisme importé plus que vécu de 1870 à 1930. Et quand apparaissent des travaux guatémaltèques sur ces questions, c'est bien plus sous la pression d'études ou d'institutions étrangères (surtout depuis 1940) qu'à l'initiative d'auteurs membres de l'*establishment* historiographique guatémaltèque. Du coup, ces moments historiques particulièrement problématiques, méconnus, sont l'objet de tous les lieux communs des mauvaises polémiques historiques, conduites à partir d'a priori

idéologiques bien plus qu'à partir d'une mémoire exacte des faits.

Quant aux fonctions sociales de cette mémoire instituée elles sont, comme on peut s'y attendre, orientées à des fins officielles: contrôle des manuels scolaires et des promotions académiques; rassemblements et monuments commémoratifs et édifiants; production de lieux communs pour discours de sociétés savantes ou conversations de salons cultivés. Tout cela pousse dans l'ensemble au manque de renouvellement et de créativité, et baigne en définitive dans une indéfinissable mais prégnante sensation de nostalgie. Sans doute est-ce là le reflet de la situation d'une élite toujours au pouvoir, certes, mais terriblement délégitimée depuis cinquante ans, non seulement par les interpellations révolutionnaires ou réformistes, mais par l'arrivée aux postes clés de concurrents nouveaux et cyniques qui ont su, mieux que les anciens lignages, tirer tous les avantages de la lutte anticommuniste, d'abord, de la pratique sans scrupule du néo-libéralisme ensuite.

Eruditiste plus qu'érudite, bavarde plus que professionnelle, minoritaire bien qu'ayant su imposer ses lieux communs historiographiques aux nouvelles classes moyennes, cette mémoire créole instituée est donc non seulement une mémoire d'élite assez mal à l'aise dans sa peau en 1992 mais elle est aussi, je l'ai déjà suggéré, un *apartheid* de la mémoire.

La mémoire sans discours, mais non sans signes, des exclus de la mémoire officielle

Les exclus de cette mémoire, qu'on a toujours essayé de réduire à l'amnésie depuis le XVII^e siècle⁶ ne sont pourtant pas sans mémoire. Mais cette mémoire est fragile autant que peut l'être sa transmission, pour l'essentiel orale et, de surcroît souvent clandestine et censurée. Menacée par les épisodes de suppression physique de ses transmetteurs, aussi. Un exemple: vers 1940 le dictateur Ubico, dans son devoir de moderniser et d'hispaniser plus vite les tribus du Petén, faisait exécuter ceux des indiens Itzas qui s'obstinaient à parler leur langue vernaculaire. Résultat: les 300 survivants de ce groupe (qui en comptait 5 000 à la fin du XVIII^e siècle) ne connaissent plus leur langue en 1992... mais leur agriculture traditionnelle non plus, et sont menacés d'extinction à très court terme.

Certes, seuls de toute l'Indo-Amérique, les Mayas avaient une écriture. Mais on s'employa à leur en faire rapidement perdre la lecture après 1550. On ferma ainsi à leurs descendants, mais aussi au reste du monde, l'intelligibilité d'un continent intellectuel désormais per-

du. Par chance depuis une petite vingtaine d'années l'hermétisme de cette écriture se dissipe grâce à ses Champollion, russes et nord-américains,⁷ qui séparément ou ensemble commencent à déchiffrer 80% des hiéroglyphes mayas. Ré-émerge ainsi une Atlantide étrange, inquiétante quelquefois, mais poétique et humoristique aussi; et qui pourra sûrement beaucoup nous apprendre non sur ce que sont les Indiens d'aujourd'hui, mais à partir de quoi ils ont été obligés de le devenir. Si l'on ajoute aux progrès de cette épigraphie mayiste ce que nous apportent archéologues, ethnohistoriens et ethnohistoriens, il n'est pas interdit de penser que nous comprendrons mieux bientôt ce qui, dans les mémoires rurales populaires guatémaltèques, pouvait nous apparaître comme incohérent ou incompréhensible. Ce n'est pas une petite affaire: il s'agit de plus de la moitié du peuple guatémaltèque.

Ceci pour le très lointain passé, chalcolithique et préalvaradien. Pour l'histoire plus classique, celle des cinq cents dernières années, on aurait tort de penser que, malgré le très considérable effort de publication de textes anciens accompli pour le Guatemala, l'Espagne et le Mexique, tout a été pourtant lu et entendu. Dans les textes eux-mêmes, qui ont pu être décryptés unilatéralement au travers des préjugés d'historiens en général trop "hispanistes". Mais aussi dans d'autres sources moins bien connues, orales transmises et finalement orales transcrites lesquelles, quoique soumises aux manipulations conscientes ou inconvenues des transpositeurs et des locuteurs, livrent malgré tout —à condition d'en faire la rigoureuse critique interne quelque chose d'une autre mémoire, différente de la mémoire reconnue et instituée. Cette mémoire là, longtemps ignorée ou méconnue, peut nous livrer avec l'aide des ethnohistoriens et des ethnohistoriens, les symptômes d'une autre histoire, secrète, souterraine, mais non hermétique: celle des indiens lettrés ou illettrés du XVII^e au XX^e siècle, celle du petit peuple indien ou métis, rural ou urbain, souvent analphabète, mais à la mémoire orale tenace de ce que fut sa capture par la modernité depuis le XIX^e siècle.

Au reste, la mémoire, sur ce plan, ne relève-t-elle que du discours? La transmission sans phrases des comportements, des gestuelles, des savoir-faire, des relations interindividuelles, familiales ou communautaires, nous transmet aussi quelque chose de fondamental sur l'histoire des classes subalternes du Guatemala. Et si l'on voulait bien accorder plus d'attention au rôle des femmes, populaires et indiennes, dans cette transmission, nul doute qu'on apprendrait bien des choses sur l'histoire réelle, non officielle, du pays et de son peuple. Avec les anciens, ce sont elles qui, même si

elles n'ont pas les mots pour le dire, ont fait la continuité historique du pays et de ses populations: elles ne se sont pas contentées de transmettre la vie, elles ont transmis également les cultures populaires et les langues maternelles.

Enfin n'oublions pas dans cette chasse à la mémoire refoulée, et quelquefois en péril de disparition, les évidences dissimulées de cette partie de la mémoire écrite trop souvent méconnue des institutions de l'historiographie officielle: les archives familiales (notariales ou privées), la presse contemporaine des événements et, quelquefois, les témoignages d'observateurs étrangers également contemporains des événements. Mis bout à bout, recoupés avec des sources plus classiques et critiqués avec rigueur, ces documents devraient faire apparaître une autre histoire du Guatemala, moins étroite et moins amnésique, plus "nationale" en somme, à condition bien sûr (critique externe!) de ne jamais oublier les conditions historiques concrètes d'exercice de cette autre mémoire, soumise au mépris, au refoulement, aux censures, aux répressions violentes dont ses porteurs ont été trop souvent victimes.

Hécatombes de la *Conquista* ou des répressions militaro-policières plus récentes, déculturations systématiques sous prétexte d'acculturation, conditions de travail épouvantables dont les populations guatémaltèques ont dû payer le prix de leur hispanisation autrefois, leur "modernisation" naguère (et encore aujourd'hui): tant cela n'occupe pas beaucoup de pages dans les prolifiques écrits de la mémoire officielle! Et lorsque tout de même —historicisme nationaliste oblige— la totalité de ce passé dévié n'est plus déniale, combien de fois est-il récupéré sous ses formes les plus mystifiantes; indianisme folklorisé ou populisme édifiant qui panthéonisent quelques héros mythologiques figés en statues sur les places ou en figures de rhétorique dans les discours de distribution des prix: Tecun Uman (Vercingétorix quiché qui résista en son temps à Pedro de Alvarado), la mère de famille vertueuse et exemplaire, etc. Comme au Mexique on a même pu aller au Guatemala, moitié par nationalisme, moitié par intérêt bien compris de l'industrie touristique, jusqu'à réaliser de grandes constitutions archéologiques et monumentalistes du passé indo-américain. Mais s'agissait-il en vérité de poursuivre l'intelligibilité du passé... ou de simple artifice hollywoodien?

Mises en cause et révisions récentes: vers une mémoire vraiment nationale?

Pas plus que le pays lui-même, et quoi qu'en ait eu son élite intellectuelle solationniste, la mémoire guaté-

malteque, même instituée, n'a pu échapper depuis 1944 au mouvement général accéléré du monde. Mais cet *aggiornamiento*, se produisant avec retard, s'est produit, inévitablement, avec excès.

La première réaction violente, excessive, contre la mémoire hypocrite, restreinte, routinière qui dominait encore l'élite traditionnelle, fut celle des partisans de la table rase: modernisateurs technocratiques des années 1930-1954 et réformistes et révolutionnaires des années 1944-1978. Au nom du développementalisme tardif, donc urgent, ou de la révolution nécessaire, donc brutale, ces derniers —bien que souvent de bords idéologiques opposés— contribuèrent à l'idée que la mémoire fétichiste des temps anciens était une entrave au futur et à la modernité. Au nom des ruptures nécessaires on n'allait pas s'encombrer du passé et de sa mémoire. L'histoire recommençait à zéro, à partir de sa propre action: pour le *finquero* moderniste exportateur de café, pour l'ingénieur de travaux publics, pour le *guerrillero*...

Seconde réaction, plus naive en apparence quoique certainement pas innocente, contre la nécessité de la mémoire: celle d'une certaine anthropologie de terrain nord-américaine, bientôt faisant école au Guatemala, remarquable descriptive empirique des situations bien délimitées —villages ou secteurs sociaux— mais péchant par un total manque d'intuition du *background* historique des situations analysées et de la mémoire des acteurs décrits —d'ailleurs plus souvent perçus comme des agents que comme des acteurs.

Dans tous ces cas de figure, transformateurs ou analystes de situations ponctuelles et volontairement fractionnées, démiurges de la modernité, étaient à l'oeuvre —de bonne foi, ou veut bien l'admettre— mais n'étaient guère prêts à faire beaucoup de concessions à la mémoire d'un passé qui, désormais, n'avait plus de sens. Pour les uns comme pour les autres, dur et brutal fut le réveil lorsque après le choc pétrolier de 1974 et le terrible tremblement de terre de 1976 s'abattit sur le pays une répression comme on n'en avait pas connue depuis la *Conquista*. De 1978 à 1982, (sinon au delà) on vit ce qu'il advint au Guatemala des espérances développementalistes et révolutionnaires, du moins pour dix ans. On sut aussi ce qu'il advint alors de certains observateurs de terrain de bonne volonté, pris dans le retour terroriste des partisans de la mémoire officielle habillés en kaki.⁸

Dans les années 1970 pourtant, se tenant à une certaine distance de ces excès, certains auteurs réussirent à maintenir l'exigence d'une mémoire informée et rigoureuse au nom de leurs espérances pour l'avenir du Guatemala.⁹ L'on eut ainsi une très solide et brillante

analyse de la "Patrie du Créole", emphatique et critique à la fois par rapport à son objet d'étude, où certains voulurent voir un manifeste national (créole) par le contenu. A partir de ce malentendu, certains prétendent encore faire de ce livre libérateur de la mémoire une prison historiographique et idéologique pour cette partie des jeunes historiens guatémaltèques tentés par une approche qu'ils croient "marxiste" de l'histoire. Presque au même moment, deux autres auteurs, bien que non historiens au sens strict, habilitaient l'idée que l'histoire du Guatemala n'était pas le monopole de l'élite créole, mais était faite surtout des malheurs et des révoltes de la majorité effroyablement pauvre, indienne et métisse, d'un peuple guatémaltèque en instance de révolution.

En définitive, devant l'échec historique trop manifeste du libéralisme au Guatemala depuis la fin du XIXe siècle et l'ajournement des espérances révolutionnaires après 1954 et 1982 certains autres tentèrent de déplacer les enjeux de la mémoire du pays vers des horizons plus intemporels. Depuis plusieurs décennies déjà, mais avec une force redoublée depuis 1982, les pécheurs d'âmes — protestants, sectes diverses, mais aussi, par contrecoup, certains secteurs activistes de l'Eglise catholique — prêchent avec d'indéniables succès le Royaume sur cette terre et, afin que nul ne l'ignore, placardent sur leur automobile (qui dénote leur ascension sociale) un autocollant qui proclame "*Cristo es Señor de Guatemala*". Certains (témoins de Jéhovah, mormons, fondamentalistes chrétiens) vont plus loin encore et militent soit pour la mémoire intemporalisée d'Israël ou pour l'éternel retour à la Religion des Pères: premiers ancêtres indiens convertis à la Nouvelle, premiers évangélistes espagnols dont la foi n'avait pas d'état d'âme, fidèles de l'espérance messianique en une Parousie imminente. La cruelle ironie de l'histoire récente veut que certains sectaires de ce type de mémoire, d'apparence si a-politique, aient servi de support au général-président qui, au début des années 1980, a déclenché la plus massive et la plus cruelle des répressions contre le peuple du Royaume et contraint à l'exil ou à la mort violente tant de prêtres et de dirigeants populaires chrétiens au nom d'une guerre de religion masquée disent certains, très certainement au nom d'un fondamentalisme militaire sans nuance en tout cas.

Plus récentes, et d'influence toujours difficile à évaluer, les diverses et encore confuses tentatives fondamentalistes ethniques qui, sous couvert de revendiquer la légitime dignité indienne qui a eu à souffrir si impitoyablement de la répression au cours des dix dernières années, contribuent elles aussi à déplacer les enjeux de la mémoire des malheurs récents et bien réels du pays vers l'hypothétique renaissance d'un peuple maya

qui, en ces termes contemporanéistes, n'a encore jamais existé.

Quant aux maîtres du jour qui affectent d'être en retraite, les militaires guatémaltèques,¹⁰ on a peine à croire que leur action récente reflète un véritable plan d'avenir ou la défense d'une autre tradition que celle de l'usage de la violence au service d'un *apartheid* séculaire. Censeurs, combien efficaces, des mémoires non officielles qu'ils avaient pris l'habitude de confesser à la "gégène", ils donnent même l'impression que cette mémoire officielle gérée par les doctes de service et dont ils affectent de se réclamer quelquefois, n'est en définitive, pour eux, qu'un jeu frivole pour "pékings" distingués. Et bien qu'ils aient justifié jusqu'ici, depuis presque quarante ans, leur action par leur mission historique contre le péril communiste, alors que cette justification leur échappe, il apparaît plus clairement maintenant qu'ils étaient eux aussi, à leur manière, des tenants de la table rase pourvu qu'elle restât sous leur contrôle perpétuel: des nihilistes permanents de la mémoire, en quelque sorte!

Les trous de mémoire à combler du Guatemala en ce Cinquième Centenaire

Et pourtant, pour les jeunes historiens guatémaltèques ou guatémalistes, quel chantier potentiel que ce Guatemala pour excercer leur discipline dans l'avenir! sous la condition d'identifier clairement les urgences et de pouvoir enfin — rêvons un peu! — excercer leur métier hors de toute censure mais en toute responsabilité: quelles sont ces urgences?

Par ordre récurrent, tout d'abord — avec les limites inhérentes à l'histoire orale et à l'histoire des temps récents — l'urgente nécessité de collecter documents et témoignages rescapés de l'histoire tragique des quarante dernières années avant qu'ils ne soient tous intentionnellement détruits. Vaincre la censure qui pèse toujours sur les faits qui ont empoisonné pour longtemps l'histoire guatémaltèque et convaincre les historiens que cela aussi est de l'histoire. Non pour exiger on ne sait quelles vengeances — trop de sang a déjà coulé, ici! — mais pour inviter à la réflexion sur le pourquoi de telles horreurs et pour prévenir, si possible, leur retour. Et sinon, peut-on véritablement croire en la possibilité d'une réconciliation nationale qui serait fondée sur le préalable d'une amnésie nationale?¹¹

Identifier ensuite les points aveugles de l'historiographie traditionnelle et se mettre au travail pour commencer à y remédier. Quelques-uns parmi ces points aveugles: l'absence d'une histoire de l'armée et de son

rôle dans l'histoire nationale;¹² l'absence d'une histoire du néo-libéralisme réel depuis 1982 et de ses formes particulièrement perverses (drogue¹³, corruption, surprofits financiers non équilibrés par une véritable dynamique d'entreprise); l'absence d'une analyse des échecs des tentatives réformistes ou révolutionnaires depuis 1944; l'absence d'une véritable analyse des conditions sociales et culturelles de l'introduction du libéralisme depuis 1821¹⁴; l'absence d'une histoire approfondie de l'Église et du protestantisme¹⁵, etc., etc.

Malheureusement force est de constater que, face à ces urgences, n'existent pour le moment au Guatemala que deux "écoles" peu capables de les traiter. L'une, récente mais déjà nombreuse, est surtout occupée à affirmer un mécanisme théorique (*marco teórico*) qui se prétend "marxiste", bien plus qu'à avancer dans la compréhension de ces problèmes. L'autre — celle de l'*establishment* historiographique déjà évoqué, continue comme si de rien n'était à caresser le rêve complaisant d'un âge d'or colonial hispano-créole. Du coup la jeune génération d'apprentis-historiens s'attaque encore peu, et avec timidité, à la construction d'une véritable histoire nationale ou sombre dans un éclectisme vaguement nationalisé. Au delà de l'exaltation dévote des *procéres* de l'Indépendance, leurs maîtres ne les invitent guère à ré-étudier sérieusement le XIXe siècle ou la façon dont se sont réellement mises en place les structures durables de la société guatémaltèque pendant la période coloniale.

Quant à l'utopie indianiste renaissante, manipulée par une poignée d'intellectuels d'origine indienne qui ne savent pas toujours très bien se situer dans l'échelle des préjugés racistes entre leur statut social (*ladino*-créole) et leurs origines indigènes, pour sympathique qu'elle soit par bien des aspects, n'est pas sans danger. En effet l'une de ses tendances, loin de reconstruire la vraie mémoire indienne du Guatemala, la mythifie au contraire en contradiction, plus d'une fois, avec ce que les scientifiques sérieux peuvent dire sur la question. Comme de plus, certains d'entre eux semblent affecter le plus profond mépris quant aux conditions sociologiques actuelles des indiens du Guatemala — seulement 30% d'entre eux correspondent encore au modèle d'indianité rurale communautaire, autarcique et autogérée (d'origine coloniale et imposé par les Espagnols!) qu'ils exaltent comme l'essence de l'indianité — on se prend à penser que loin de reconstruire la mémoire de leurs frères ethniques, de bonne ou de mauvaise foi, ils contribuent à la mystifier une fois de plus. A quelles fins?

Et la mémoire du futur dans tout cela? Rares sont ceux depuis 1978 qui, parlant du passé guatémaltèque,

prétendent esquisser un programme d'avenir pour le pays comme si l'unique sortie de la crise actuelle ne pouvait être qu'un retour au *statu quo ante* une fois la violence exorcisée par l'usure des combattants. On comprend les raisons de cette attitude. Depuis cinq cents ans l'histoire du Guatemala a usé jusqu'à l'échec beaucoup des modèles de futur proposés successivement à l'humanité occidentale ou occidentalisée: l'hispanisation a été limitée aux seuls créoles; la catholicisation a démontré ses limites trop évidentes depuis trente ans; l'indépendance nationale n'est toujours pas vraiment acquise en 1992; le libéralisme n'a produit que des dictateurs sanguinaires ou surréalistes, le marxisme a été impuissant à conquérir l'hégémonie et à transformer radicalement le pays en profondeur; le néo-libéralisme n'a produit pour le moment que la corruption et le trafic de drogue. On comprend donc le pessimisme historique ici dominant, et la réticence qu'il entretient face à une mémoire vraie, mais malheureuse.

Mais comme il n'est plaisant pour personne de devoir confesser une absence de vision du futur, on préfère s'accrocher à des thèmes plus intemporels. De ce point de vue la commémoration du Cinquième Centenaire s'est faite ici, malgré le snobisme hispanique dominant, d'une façon étonnamment discrète, se réduisant dans une chronique annuelle d'un journal hebdomadaire¹⁶ à une interrogation portant beaucoup moins sur la mémoire des faits ("D'où venons-nous?") ou la vision du futur ("Où allons-nous?") que sur la question d'identité ("Que sommes-nous?"). Quand l'année 1992 se terminera, et avec elle cette chronique, il est probable que la réponse à cette question n'aura pas beaucoup avancé. Simplement chacun — hispaniste, créoliste, indianiste, métissiste, élitiste, populiste — aura pris ses marques et sera retourné ensuite à ses appartenances lignagères ou idéologiques antérieures, laissant le terrain de l'avenir (à très court terme) aux affairistes qui, seuls, semblent escompter le temps jusqu'à la fin prochaine du millénaire.

El pourtant, même à un observateur étranger comme moi, il semble si évident qu'au delà d'un territoire, le Guatemala est, sinon une nation formée, du moins un pays; qu'au delà de cent soixante-dix ans d'indépendance formelle et de cinq cents ans de dépendance réelle les populations mal mêlées du Guatemala ont au moins en commun la mémoire tragique de leurs confrontations d'où pourrait surgir à la fin un véritable peuple. Il semble si évident que passés les fastes, ou l'absence de fastes, du Cinquième Centenaire, le Guatemala devra très bientôt, comme tout le monde, entrer dans le XXIe siècle, c'est-à-dire dans un monde d'intercommunication généralisée ou il y aura peu de place

à la fin pour les isolationnismes provincialistes. Pourquoi alors les mémoires tronquées, fragmentaires, exclusives du Guatemala ne pourraient-elles dans ces conditions, laisser enfin cours à une histoire à refaire et à une historiographie à reconstruire?

Notas

- ¹ WOLA 1989 - *Uncertain Return: Refugees and Reconciliation in Guatemala*. Washington Office on Latin America.
- ² WOLA 1991 - *Guatemala: a Test Case for Human Rights in the Past Cold War Era*. *Ibid.*
Falla, Ricardo 1992 - *Masacres de la Selva Ixcán, 1975-1982*. Ed. Universitaria, Guatemala, 253 pp.
- ³ Melville, Thomas et Marjorie 1971 - *Guatemala: another Vietnam?* Harmondsworth, Mary Knoll.
Jonas, Susanne 1974 - *Test Case for the Hemisphere: United States Strategy in Guatemala (1954-1974)*. Berkeley.
Barry, Tom (et al.) 1982 - *Dollars and Dictators: a Guide to Central America*. Albuquerque.
Handy, Jim 1984 - *Gift of the Devil: a History of Guatemala*. Toronto.
- ⁴ Galeano, Eduardo 1969 - *Guatemala, Occupied Country*. New York.
Martínez Peláez, Severo 1970 - *La patria del criollo*. Guatemala.
Guzmán Bockler, Carlos et Jean Lou Herbert 1970 - *Guatemala, una interpretación histórico-social*. Guatemala.
Jamail, Milton Henry 1972 - *Guatemala 1944-1972: the Politics of Aborted Revolution*. Arizona University Press.
Poitevin, René 1977 - *El proceso de industrialización en Guatemala*. San José (Costa Rica).
- ⁵ Sur ce point comparer:
Lafarge, Olivier 1959 - "Etnología maya: secuencia de las culturas", in *Cultura indígena de Guatemala*. Guatemala.
Sánchez Ochoa, Pilar 1976 - *Los hidalgos de Guatemala: realidad y apariencia en un sistema de valores*. Sevilla.
Smith, Carol A. (editor) 1990 - *Guatemalan Indians and the State from 1540 to 1988*. Austin (Texas).
- ⁶ Piel, Jean 1989 - *Sajcabajá: muerte y resurrección de un pueblo de Guatemala (1500-1970)*. México/Guatemala.
- ⁷ Cf. les travaux de l'équipe de M. Coy aux Etats-Unis, de l'équipe de Knorosov dans l'ex Union Soviétique.
- ⁸ Cf. en particulier, le cas de l'anthropologue Myrna Mac assassinée par l'armée guatémaltèque parce qu'elle enquêtait il y a quelques années sur le problème des personnes déplacées massivement par la répression.
- ⁹ Cf. Severo Martínez, Guzmán Bockler et Herbert. *op. cit.* (note 4).
- ¹⁰ O'Brien, Phillip et Paul Cammack 1985 - *General in Retreat: the Crisis of Military Rule in Latin America*. Dover.
- ¹¹ Child, Jack 1992 - *The Central American Peace Process (1983-1991)*. Boulder.
- ¹² Schrimmer, Jennifer 1992 - *Rule of the Law or Law of the Rule? The Guatemalan Military Project*. Ann Arbor Microfilm.
- ¹³ U.S. Congress 1973 - *The World Narcotic Problem: the Latin American Perspective Report*. Washington.
- ¹⁴ Woodward, Ralph Lee (Jr.) 1966 - *Class Privilege and Economic Development. The "Consulado de Comercio" of Guatemala (1773-1871)*. Chapel Hill.
Grieb, Kenneth J. 1979 - *Guatemalan Caudillo: the Regime of Jorge Ubico (1931-1944)*. Ohio University Press.
Dosal, Paul Jaime 1987 - *Dependency, Revolution and Industrial Development in Guatemala (1821-1986)*. Tulane.
- ¹⁵ Van Oss, Adrian Cornelis 1982 - *Catholic Colonialism: a Parish History of Guatemala (1524-1821)*. Austin.
Berryman, Phillips 1984 - *The Religious Roots of Rebellion: Christians in Central American Revolutions*. New York.
- ¹⁶ *Crónica* 1992 - Revista semanal. Guatemala.

